

UNIVERSITÉ D'AUTOMNE COMMUNISTE STUDIEUSE ET DYNAMIQUE

Ce samedi 12 octobre de 8H30 à 16H30, une cinquantaine de militantes et militants communistes s'était donné rendez-vous sous l'immense barnum flambant neuf au Parc de la Nature de Tarnos afin de réfléchir et débattre ensemble sur les thématiques suivantes :

- ♦ échanges et débats sur la situation politique et notre organisation départementale avec une introduction de Damien Delavoie
- ♦ Municipales 2026 avec l'intervenant Jean Querbes
- ♦ Casse-croûte partagé copieux, goûteux et dans la bonne humeur
- ♦ Débat « Quel avenir pour le Nouveau Front Populaire » en présence de Jean-Marc Lespade, Axelle Verdière-Bargaoui s'étant excusée.

Damien Delavoie (professeur des écoles, 1er adjoint au maire de Habas, conseiller départemental) a rappelé la séquence politique écoulée depuis les élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024 suite à la dissolution surprise de l'Assemblée Nationale par Macron. Face au danger du Rassemblement National avec Bardella qui se voyait déjà Premier ministre, la gauche a su se rassembler en un temps record dans un Nouveau Front Populaire autour d'un programme en rupture avec la politique de Macron. Dans la 2ème circonscription de Dax, Jean-Marc Lespade (PCF-NFP) avec sa suppléante Axelle Verdière-Bargaoui (PS-NFP) réalisaient un score très honorable mais insuffisant pour se maintenir face au RN, ce qui fit élire le député sortant macroniste Lionel Causse. Niant le verdict des urnes, Macron a refusé de nommer Lucie Castets comme Première ministre, lui préférant après maintes manœuvres dilatoires incluant les J.O, le LR minoritaire Barnier, flanqué des ministres droitiers du parti présidentiel et du soutien « bienveillant » du RN. Ainsi, les perdants des élections sont au gouvernement pour appliquer une dure politique d'austérité budgétaire contre les services publics avec une nouvelle saignée contre les collectivités territoriales au nom de la dette. L'encours de la dette négociable de l'État pourrait ainsi dépasser 2560 milliards d'euros en 2024, contre 2000 milliards d'euros en 2020 et 1760 milliards

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2480 – Jeudi 17 octobre 2024

d'euros en 2018. Toutes administrations publiques confondues, la dette française représentait 3100 milliards d'euros fin 2023. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se maintient à 110,6 % du PIB, 3 ans après la sortie de la crise sanitaire alors qu'elle est estimée à 84% du PIB dans l'U.E. C'est le résultat des cadeaux fiscaux faits aux plus riches et aux entreprises sans contreparties. Le budget 2025 présenté par Barnier avec le soutien du RN est dans la continuité des précédents, contre les forces du travail et de la création.

Damien a soulevé plusieurs questions : Comment se positionner si le RN propose l'abrogation de la réforme des retraites dans sa « niche parlementaire » ? Quel avenir pour « le front républicain » après l'élection des macronistes, comme Lionel Causse, qui soutiennent Barnier avec le RN ? Comment lutter contre le RN et ses discours démagogiques, anti-immigrés, racistes ? Comment faire vivre le Nouveau Front Populaire et gouverner pour appliquer la politique attendue le 7 juillet ?

Dans le riche débat, Alain Baché a exposé comment le PCF peut être la solution en France et en Europe en interrogeant comment on se structure dans le département.

Géraldine Maldounari, « jeune communiste », syndicaliste expérimentée travaillant à l'hôpital de Dax en lutte contre un « redressement » destructeur d'emplois et de services publics, a rappelé combien la finance nous impose sa politique et la situation difficile vécue par des salarié-e-s de plus en plus précarisés et appauvris. Elle a dénoncé une forme d'abrutissement des jeunes privés de repères

historiques et idéologiques par une école dégradée, avec un RN qui passe de 90 députés en 2022 à 140 aujourd'hui.

8 intervenants ont parlé cotisations, impôts, mondialisation, « du temps qu'on donne » pour militer, l'impudence du RN, être force de propositions et d'action, défendre l'universalité et la retraite par répartition, « gilets jaunes » et

Les participants à l'Université d'automne du PCF ce samedi 12 octobre à Tarnos



agriculteurs, salaires et pouvoir d'achat, dépasser les ambitions partisans au sein du NFP, s'organiser pour agir, aller dans les entreprises, faire confiance aux jeunes, pour les municipales rencontrer le PS et les autres formations de gauche au niveau départemental....

Pour Marc Mabillet, maire de Tarnos, il y a du positif dans l'action politique des communistes dans la formation, la culture, le travail participatif. Question vitale du logement pour tous, étalement urbain, écologie, économiser l'espace et l'énergie. Aller au contact en dehors des élections.

Jean-Marc Lespade insiste sur le rassemblement pour les conquêtes sociales, le besoin de l'unité du PCF, et appelle à voter la motion de censure contre l'austérité. Le NFP peut gouverner pour appliquer ses propositions novatrices.

Jean Querbes (*ingénieur agronome, docteur en géographie, qui fut conseiller régional aquitain et député européen*) a éclairé la question des municipales de 2026 à partir de la Révolution et la conquête immense du pouvoir du peuple sur son devenir, le rôle de la 3ème République dans l'organisation communale avec la construction des mairies en 1884. A

côté de la sphère politique et des institutions s'est constituée la sphère économique. Avec l'institution de l'Union Européenne, il y a eu perte de souveraineté des états, des institutions, des élus. Ce qui a entraîné une soumission des politiques économiques aux intérêts financiers pour la concurrence et la libération des

capitaux. Le renversement des valeurs qui fondent la République, remplacer « les droits » par « des libertés », c'est privilégier le contrat contre la loi. Crise de la démocratie (pouvoir du peuple) et perte de sens de la fonction d' élu. Le local n'est plus le lieu de la satisfaction des besoins mais celui de la concurrence des territoires. La mise sous tutelle des communes afin d'abandonner la coopération au profit de l'intégration s'est faite par l'intercommunalité qui vide les communes de leurs moyens et transforme les citoyens en administrés. Or, 57% de la richesse nationale est collectée et redistribuée en France et la capacité financière des 35.000 communes c'est 53% du budget de l'État. Leur rôle au service des citoyens par la proximité des lieux de pouvoir et des services publics est fondamental. En conclusion, Jean Querbes a insisté sur la capacité de résistance des citoyens dans les 35.000 communes pour rétablir le rôle politique sur les intérêts privés. Les territoires,

c'est une dimension sensible et civilisationnelle comme la Sécurité Sociale, la sécurité d'emploi et de formation, les services publics. Il ne faut pas être timides sur les questions de sécurité.

Dans le débat, 10 interventions. Transfert des compétences communales, vidéosurveillance au lieu de policiers municipaux, aménagement du territoire, dérèglements climatiques, propriété et logement gratuit, propriété collective (bail réel solidaire), disposition de la terre, schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) qui planifie et élabore à l'échelle régionale les enjeux, les objectifs et les mesures en matière d'aménagement, de développement durable et d'égalité du territoire avec un plan stratégique, à moyen et long terme, plan de rigueur Barnier, ce sont 6,5 milliards en moins pour les collectivités dont 200 millions pour la Nouvelle-Aquitaine, quelle résistance, subsidiarité contre la suppression de services publics, question de l'usage de la propriété ou comment on passe de l'intérêt personnel pour appréhender un intérêt collectif, soutien populaire pour changer les lois, statut de l' élu, loi ZAN (Zéro Artificialisation Nette) dans les PLU (plan local d'urbanisme).



Après le repas partagé, **Jean-Marc Lespade** (*agent territorial, maire de Tarnos de 2004 à 2024, conseiller départemental*), après avoir excusé Axelle Verdière-Bargaoui, a traité la question de l'avenir du Nouveau Front Populaire. Historique depuis l'élection d'Emmanuel

Macron en 2017 dont l'ascension au pouvoir a été financée par le grand capital où il a succédé à François Hollande. La dynamique électorale du 2ème tour des élections législatives du 7 juillet 2024, a déjoué les pronostics de la victoire de l'extrême-droite au profit du Nouveau Front Populaire. La réforme des retraites rejetée par une majorité de françaises et de français et le budget 2025 de Barnier choisi par Macron contre Lucie Castets du NFP s'oppose l'alternative du programme de gauche, mais on a été un peu inactifs pour pousser dans ce sens. En 2022, LFI avait fait tomber des élus PCF, mais le NFP est une bonne stratégie dans la situation actuelle. La France n'est pas de droite comme l'expose le sociologue Vincent Tiberghien dans l'Humanité-magazine. Son travail sociologique autour de la redistribution des richesses ou des sujets de société comme les droits des femmes, des LGBT ou du mariage pour tous sont progressistes, opposés aux thèses du RN. L'immigration, cheval de bataille du RN, fait partie de la tradition d'accueil de notre pays, elle n'est pas un coût mais une richesse humaine, économique et

culturelle. Le Nouveau Front Populaire a fait ses preuves dans une période courte, il faut œuvrer au maximum en sa faveur.

Dans le débat à partir de la question de Nelly Lalanne de comment faire ?, 19 interventions sur la communication (réseaux sociaux), le rôle politique du NFP dans le débat budgétaire, la rencontre des agriculteurs en lutte, les rapports de forces et conscience politique, 100.000 adhérents au RN, comment le PCF prend sa place dans le NFP ?, pas de repli identitaire mais débat ouvert et constructif, remettre les cartes aux adhérent-e-s, abonnement à l'Humanité, avoir le courage de parler vrai, droite et RN contre l'augmentation des salaires, faire l'union à la base avec les citoyens, risque de censure contre Barnier, ne pas être pris au dépourvu, être actifs, se montrer rassembleurs, unitaires avec les 10 propositions chiffrées et sérieuses du NFP. Être en pointe sur la question du pouvoir d'achat, faire la place aux jeunes, il y a des luttes et victoires tous les

jours mais on en parle pas, jouer la proximité, combattre les propositions de la droite et de l'extrême-droite, ne pas se laisser prendre par la parole politique de certains socialistes qui visent la présidentielle, mais sur quoi ?, quelle expression sur le territoire sur la rigueur, les services publics, la Sécu, l'aménagement du territoire ?...

De cette université d'automne, des propositions sont ressorties : affiche et tract politiques ; expression des élus de gauche sur le territoire ; appel à manifestation départementale devant la préfecture sur les services publics, pour le logement, contre l'austérité et pour une fiscalité juste et redistributive.

Fusilha Destenabe conclue : **Soyons fiers de ce que nous sommes et ce que nous portons. Portons la réalité de beaucoup d'élus-e-s communistes ou proches.**

Un grand merci à Tarnos et à la section PCF du Seignanx pour l'accueil.■

HOMMAGE AUX VICTIMES DE L'AMIANTE

A l'initiative de l'Union Locale CGT, le projet de réunir les "Anciens de la mine et de la Centrale d'Arjuzanx" autour d'une sculpture "les Trois Flamboyantes" composée de résidu d'amiante brûlé appelé "COFALIT" par l'usine INERTAM de Morcenx la Nouvelle, s'est déroulé ce samedi 28 septembre 2024 sous un soleil aussi brillant qu'inattendu, sur le site d'Arjuzanx.

Plusieurs personnalités syndicales et politique dont le Secrétaire de la fédération des Landes du Parti Communiste, Alain BACHÉ, étaient présentes, ainsi que la direction de l'usine INERTAM.

Michel LEDOUX et Stéphanie GONSARD avocats au Barreau de Paris qui défendent les dossiers d'amiante d'Arjuzanx avaient également fait le déplacement.

Ce projet né dans les locaux de l'UL a vu le jour en 2022 lors de l'anniversaire des 30 ans de la fermeture et la déconnexion définitive de la Centrale au Réseau Electrique National, c'était le 26 février 1992.

Porté par une poignée de militants, il rend hommage aux victimes de l'amiante. Nous recensons, à ce jour, 133 dossiers de malades reconnus dont 43 personnes décédées.

Devant plus de 500 personnes, anciens d'Arjuzanx, dont certains venaient de loin, quelques enfants et petits-enfants, élus, syndicalistes, sympathisants, Lionel LASSERRE, secrétaire de l'UL, dans un discours détaillé, précis, juste, retraça l'histoire et rappela le but de ce rassemblement donnant le ton à la matinée emplie d'émotion.

L'artiste qui a imaginé et conçu cette sculpture, Valérie RAUCBACH accompagnée de Jean-Marie LAVALLÉE, ingénieur du son et lumière, a rappelé l'honneur et l'immense plaisir d'avoir été choisie pour créer cette œuvre entourée d'amiante rendue inoffensive. Elle rappela comment d'une fibre mortifère, l'être humain peut la transformer en un matériau admirable.

Vint le tour du représentant du Conseil Départemental, président du Syndicat Mixte qui gère

ce site et Maire de Morcenx-la-Nouvelle, Paul CARRERE, d'apporter son témoignage sur le bien fondé de cette initiative et de rappeler combien la fermeture de cette industrie a coûté à la commune et aux environs.

Après les interventions du camarade CGT Energies Sud Aquitaine de Bayonne Dorian

SAINTE-MARIE, du responsable CGT Energies de Nouvelle-Aquitaine Guillaume FLORET, du Président de la CAVAM Alain GUERET, Sébastien MENESPLIER, secrétaire Général de la Fédération Nationale des Mines et Energies (FNME) détailla dans son allocution le souci de la CGT à défendre à tous les niveaux les travailleurs devant les maladies professionnelles et tous les dangers liés au travail et a rappelé que les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont jamais pris leurs responsabilités, ni la mesure du drame humain lié à l'amiante.

Il mit en avant l'excellente initiative de l'UL CGT de Morcenx de rassembler autour de cette sculpture les travailleurs de tous bords, actifs, retraités, veuves, familles endeuillées, l'ensemble du monde du travail. Cette œuvre manquait sur ce site naturel et sa présence témoignera à jamais de tous ces drames vécus.

Dans un moment d'intense émotion, Sébastien MENESPLIER, fit remettre par François DUTEIL, Président National de l'Institut d'Histoire Sociale, au nom de Sophie BINET, Secrétaire Générale de la Confédération, la médaille d'honneur de la CGT à Jean-Claude DUMARTIN, entouré de sa famille, infatigable militant qui voua sa vie, faite de partage et de solidarité, au syndicalisme.

Pour terminer la journée et se rappeler quelques anecdotes sur l'histoire d'Arjuzanx, 330 personnes se sont retrouvées à la salle du Maroc pour un excellent repas et le soir une centaine pour des grillades "comme à l'ancien temps à Arjuzanx".■



Barnier veut imposer l'austérité ! D'autres solutions existent !

Le gouvernement Barnier a présenté le jeudi 10 octobre ses projets de loi des finances et de la Sécurité Sociale. Les services publics et les aides du quotidien sont ciblés par ce programme d'austérité.

De nombreux secteurs seraient impactés : l'école qui pourrait perdre 4000 enseignants ; la santé, les mutuelles ; les collectivités territoriales qui seraient mises au régime sec ; la politique de l'emploi, moins 2,1 milliards ; celle de la transition écologique, moins 1,9 milliards, pour ne citer que quelques exemples.

À cela s'ajoutent l'augmentation de la taxe sur l'électricité et un plan de rigueur de 15 milliards sur le budget de la Sécurité Sociale.

Au total, c'est un coup de rabot inédit que Michel Barnier veut imposer, avec le soutien des députés macronistes et la « bénédiction » du RN.

Les députés macronistes, élus grâce au front républicain, ne peuvent pas collaborer à cette gabegie au risque de déshonorer !

Jean-Marc Lespade et Axelle Verdière-Bargaoui appellent les citoyens, les organisations syndicales et politiques à se mobiliser contre ces mesures extrêmement inégalitaires.

D'autres solutions chiffrées (50 milliards de recettes nouvelles !) existent comme le démontrent les députés du Nouveau Front Populaire qui proposent « dix mesures phares » avec notamment la fin des exonérations fiscales, le rétablissement de l'ISF, la mise en place d'un impôt sur la fortune climatique, la taxation des héritages dorés, des superprofits et des superdividendes.

Avec le NFP, une alternative est bien possible !■



Gnacs et Chacailles

RÉPRESSION ANTISYNDICALE

...C'est le capital qui crée le désordre/ Le désordre est l'aubaine des grands voleurs/ C'est la crise qui dévore les plus pauvres/ Et qui enrichit les spéculateurs__ Dans la rue nous retrouvons notre force/ Et la force de l'organisation/ Remettons le pays sur d'autres rails/ Tous ensemble – en avant – nous le ferons!__ Tous ensemble, tous ensemble, oui...oui.../ (bis)/ Dans la nuit une flamme éclaire le chemin/ Tous ensemble, tous ensemble, oui...oui.../ (bis)/ Torche rouge à la main, l'avenir nous appartient. Extrait du chant de lutte «TOUS ENSEMBLE» créé à l'occasion des grèves des cheminots de novembre/décembre 1995 par Francis Combes (poète,né en 1953, à Marvejols) et Sergio Ortega (1938-2003, compositeur chilien). Triste époque, avec Macron-pognon et Barnier lepenisé, nous vivons le temps de la répression. «*RÉPRESSION, subst. fém.A. – [L'action est exercée sur autrui] Action de réprimer, de prendre des mesures punitives contre ceux qui sont jugés contrevenir aux règles, aux lois ou aux options d'un gouvernement, d'une société ou à la morale; fait d'empêcher par la violence un soulèvement collectif.*». S'il arrive régulièrement qu'EDF porte plainte contre les coupures de courant dans un conflit social, c'est moins souvent que la justice donne suite. La CGT estime que l'activité syndicale est criminalisée comme une revanche politique après la contestation. Plus de 1000 militant-e-s dont 400 de l'énergie sont convoqués devant les tribunaux. Le 22/11/2023, 4 manifestants contre la réforme des retraites étaient convoqués au commissariat de Pau. Le rassemblement de soutien avait réuni 200 personnes solidaires. Après sa convocation au commissariat et le report à deux reprises de son procès, Ernesto, syndicaliste à Solidaires étudiant-e-s et SUD éducation, est déféré devant le tribunal correctionnel de Pau le 20/06/2023. Il lui est reproché des faits supposés de violences lors d'une manifestation contre la réforme des retraites. Bernard, un militant gilet jaune comparaisait le même jour pour des faits reprochés lors de la même manifestation. Sébastien Menesplier, secrétaire général de la Fédération CGT des Mines et de l'Energie, membre du Bureau confédéral CGT, était convoqué le 6/09/2023 par la gendarmerie de Montmorency sur plainte d'Enedis, filiale d'EDF qui gère la distribution d'électricité et en ce moment Stéphane Leblay, élu du personnel, Représentant Syndical CGT Enedis Sud Aquitaine, membre du Bureau et de la Commission Exécutive du syndicat et militant apprécié de tous, doit être convoqué par la gendarmerie de Mauléon-Licharre. Ces procédures contre des militant-e-s pour fait de grève, se conjuguent avec la réduction des moyens syndicaux et notamment la perte de locaux syndicaux. Dans cet acharnement, la violence n'est pas à chercher du côté des manifestant-e-s contre la réforme des retraites mais bien du côté des forces de l'ordre et de la gouvernance Macron. Les convocations au commissariat et les poursuites sont là pour casser les militants, criminaliser une colère légitime face à une réforme des retraites injuste. Lutter pour défendre les revendications comme le service public de l'énergie n'est pas un crime. Les syndicalistes ne sont pas des voyous. Soutenons partout nos camarades face à la répression orchestrée par l'État avec la complicité du patronat. Contre la casse de notre modèle social, nous devons répondre en nous mobilisant pour toutes et tous et en tous lieux. Ne nous laissons pas dominer par un pouvoir acculé et fascinant. Ceux qui nous oppriment ne prendront pas l'ascendant sur nous. En Résistants, soyons nombreuses et nombreux pour défendre nos camarades et nos causes. Hardits qu'èms revolucionaris (Hardis, nous sommes révolutionnaires!).■

Roger La Mougne

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....
ADRESSE.....
CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »
BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).